

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Pursuant to subsection 42(1) of the *Financial Administration Act*, the Commissioner in Executive Council is pleased to and doth hereby order as follows:

1. The annexed Public Property Regulations are made and established.

Dated at Whitehorse, in the Yukon Territory, this 29th day of June, A.D., 1984.

Commissioner of the Yukon

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Conformément au paragraphe 42(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Commissaire en conseil exécutif décrète ce qui suit :

1. Le Règlement sur les biens publics ci-après est établi.

Fait à Whitehorse, dans le territoire du Yukon, le 29 juin 1984.

Commissaire du Yukon

PUBLIC PROPERTY REGULATIONS

1.(1) These Regulations may be referred to as the Public Property Regulations.

2.(1) In these regulations:

(a) "department" means a department as defined in the *Financial Administration Act*;

'individual person' means a person who does not carry out any business activity; « *personne physique* »

(*"individual person" added by O.I.C. 2003/156*)

(b) 'organization' includes

(i) a proprietor who carries on business under a business name registered under the *Partnership and Business Names Act*,

(ii) a partnership registered under the *Partnership and Business Names Act*,

(iii) a corporation incorporated under the *Business Corporations Act*,

(iv) a municipality or local advisory area established under the *Municipal Act*,

(v) a society incorporated under the *Societies Act*, or

(vi) a non-profit charitable organization registered as such under the *Income Tax Act* (Canada).

(*"organization" replaced by O.I.C. 2003/156*)

(c) "public officer" means a public officer as defined in the *Financial Administration Act*; and

(d) "public property" means any building owned by the government.

3.(1) No public property shall be made available to any individual person or organization except in accordance with these Regulations.

RÈGLEMENT SUR LES BIENS PUBLICS

1.(1) Titre du présent règlement : Règlement sur les biens publics.

2.(1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

a) « bien public » Immeuble appartenant au gouvernement. (« public property »)

b) « fonctionnaire public » Fonctionnaire public au sens où l'entend la *Loi sur la gestion des finances publiques*. (« public officer »)

c) « ministère » Ministère au sens où l'entend la *Loi sur la gestion des finances publiques*. (« department »)

d) « organisation » Est assimilé à une organisation :

(i) un propriétaire qui est en affaire sous le nom d'une dénomination sociale enregistrée en vertu de la *Loi sur les dénominations sociales et sur les sociétés de personne*,

(ii) une société en nom collectif enregistrée en vertu de la *Loi sur les dénominations sociales et sur les sociétés de personne*,

(iii) une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*,

(iv) une municipalité ou une collectivité locale constituée en vertu de la *Loi sur les municipalités*,

(v) une société constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés*,

(vi) une oeuvre de bienfaisance sans but lucratif enregistrée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). »

(« organisation » remplacé par décret 2003/156)

« personne physique » Une personne physique qui ne poursuit aucune activité commerciale. « *individual person* »

(« *personne physique* » ajouté par décret 2003/156)

3.(1) Pour mettre un bien public à la disposition d'une personne ou d'une organisation, il faut se conformer aux dispositions du présent règlement.

4.(1) No public property shall be made available to an individual person where the use of the public property involves any collection money, charge for admission or the sale of goods or services.

(2) No public property shall be made available to any individual person or organization where the use of such property involves the consumption or sale of alcoholic beverages.

(3) Subsection (2) does not apply to public property, other than schools, where the individual person or the organization making application for the use of the property has a Special Occasion Permit issued in accordance with the *Liquor Act*.

5.(1) Subject to section 8(1), public property may be made available for the use of an individual person or organization in accordance with the terms and conditions set out in Appendix A where such use is authorized by the Deputy Head responsible for such public property.

(2) A Deputy Head may delegate his authority under these Regulations in writing to a public officer in a department for which the Deputy Head is responsible.

6.(1) Where public property, other than overnight lodging facilities, is made available for the use of any individual person or organization in accordance with these Regulations, the individual person, or if an organization, a person authorized to act on behalf of the organization, shall sign the form set out in Appendix B.

(2) Where public property is made available to an individual person for use as overnight lodging facilities, the individual person shall sign the form set out in Appendix C.

7.(1) Where the use of public property is made available to an individual person or an organization in accordance with these Regulations, the property shall not be made available to another individual person or organization without the approval of the public officer who has authorized the use of the public property.

8.(1) Any agreement for the use of public property for a period in excess of 30 days shall be approved by the Management Board.

9.(1) These Regulations do not apply to public property owned or leased by the Yukon Housing Corporation, the Yukon Liquor Corporation and the Workers' Compensation Board.

4.(1) Il est interdit de mettre un bien public à la disposition d'une personne si le bien public doit servir à la perception d'argent ou à la vente de biens et services, ou si l'on impose un prix pour y accéder.

(2) Il est interdit de mettre un bien public à la disposition d'une personne ou d'une organisation si on doit y consommer ou y vendre des boissons alcoolisées.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux biens publics, autres que les écoles, pour lesquels la personne ou l'organisation qui demande à utiliser le bien public a obtenu un permis de circonstance délivré conformément à la *Loi sur les boissons alcoolisées*.

5.(1) Sous réserve du paragraphe 8(1), on peut mettre un bien public à la disposition d'une personne ou d'une organisation conformément aux conditions énoncées dans l'annexe A si cette utilisation est autorisée par l'administrateur général chargé dudit bien public.

(2) L'administrateur général peut déléguer par écrit le pouvoir qui lui est conféré par le présent règlement à un fonctionnaire public dans un ministère dont il est le responsable.

6.(1) Lorsqu'un bien public, autre qu'une installation d'hébergement pour la nuit, est mis à la disposition d'une personne ou d'une organisation conformément au présent règlement, cette personne ou, dans le cas d'une organisation, la personne autorisée à agir au nom de l'organisation, signe le formulaire figurant à l'annexe B.

(2) Lorsqu'un bien public est mis à la disposition d'une personne pour son hébergement pour la nuit, cette personne signe le formulaire figurant à l'annexe C.

7.(1) Lorsqu'un bien public est mis à la disposition d'une personne ou d'une organisation conformément aux dispositions du présent règlement, il faut l'approbation du fonctionnaire public qui a autorisé l'utilisation du bien public pour mettre le bien à la disposition d'une autre personne ou organisation.

8.(1) Toute entente pour l'utilisation d'un bien public pour une période de plus de 30 jours doit être approuvée par le Conseil de gestion.

9.(1) Le présent règlement ne s'applique pas aux biens publics qui appartiennent à la Société d'habitation du Yukon, à la Société des alcools du Yukon et à la Commission des accidents du travail, ou qui sont loués par ces organismes.

APPENDIX A

ANNEXE A

TERMS AND CONDITIONS FOR THE USE
OF PUBLIC PROPERTY

CONDITIONS D'UTILISATION
DES BIENS PUBLICS

Rooms other than Overnight
Lodging Facilities

Fee

Salles autres que les installations
d'hébergement de nuit

Frais

1.(1) Individual person or organization using a room for each calendar day or portion thereof where no admission is charged and the room is not used for the sale of goods or services:

Nil

1.(1) Personne ou organisation utilisant une salle, pour chaque jour civil ou partie de jour civil, si aucuns frais d'entrée ne sont imposés et que la salle ne sert pas à la vente de biens ou de services.

Néant

(2) An organization using a room for each calendar day or portion thereof where admission is charged or the room is used for the sale of goods or services:

.10/sq. metre
payable
in advance

(2) Organisation utilisant une salle, pour chaque jour civil ou partie de jour civil, si des frais d'entrée sont imposés ou que la salle sert à la vente de biens ou de services.

10 ¢ par
mètre carré
payables à
l'avance

Overnight Lodging Facilities

Installations d'hébergement de nuit

2.(1) Use of overnight lodging facilities

\$45/night

2.(1) Utilisation des installations

45 \$ par nuit

APPENDIX B

ANNEXE B

AGREEMENT FOR THE USE OF PUBLIC PROPERTY

CONVENTION D'UTILISATION D'UN BIEN PUBLIC

1. Name of Individual or Organization: _____

1. Nom de la personne ou de l'organisation : _____

2. Authorized Public Officer:

2. Fonctionnaire public autorisé :

Name: _____

Nom : _____

Address: _____

Adresse : _____

Phone: _____

Téléphone : _____

3. Description of Public Property:

3. Description du bien public :

Location: _____

Lieu : _____

Building: _____ Room: _____

Immeuble : _____ Salle : _____

Size m²: _____

Dimensions m² : _____

4. Period of use:

4. Période d'utilisation :

Date: _____ Time: _____

Date : _____ Heure : _____

From: _____ To: _____

de : _____ à : _____

5. Nature of Event or Use: _____

5. Nature de l'activité ou de l'utilisation : _____

Number of occupants during the use: _____

Nombre de personnes présentes pendant l'activité : _____

6. The user fee is calculated at a rate of ten cents per m² for each day or portion thereof during which this agreement applies and is payable in advance.

6. Les frais d'utilisation sont calculés à raison de dix cents le m² pour chaque jour ou partie de jour pour lequel la présente convention s'applique, et sont payables à l'avance.

Number of Days: ____ x m² x 10 cents = \$ ____ (amount).

Nombre de jours : ____ x m² x 10 cents = ____ \$ (montant).

7. The Government of Yukon shall not be responsible for any loss or damage to private property as a result of the use of the public property described in this agreement.

7. Le gouvernement du Yukon n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux biens privés découlant de l'utilisation du bien public décrit dans la présente convention.

8. I, _____, the undersigned, undertake to return the above-named public property in a clean, undamaged condition, and I fully understand that if it is not so returned to the satisfaction of the undersigned public officer, I shall be responsible for all costs incurred in bringing the property to a state of repair and cleanliness approved by the public officer. I furthermore agree to comply with any special conditions which may be listed hereunder.

8. Je soussigné, _____, m'engage à rendre le bien public susmentionné propre et non endommagé, et je comprends entièrement que si le fonctionnaire public soussigné n'est pas satisfait de l'état de propreté au moment où je le rends, je dois rembourser tous les frais nécessaires pour réparer et nettoyer le bien comme il l'exige. Je consens aussi à respecter toute autre condition particulière pouvant être énoncée ci-après.

9. Special Conditions: _____

9. Condition particulière _____

Signature of person signing on
behalf of self or organization

Signature de la personne qui signe en son
nom ou en celui d'une organisation

Signature of authorized public
officer (which also acknowledges
receipt of fee).

Signature du fonctionnaire public
autorisé (qui accuse aussi réception
des frais).

APPENDIX C

ANNEXE C

AGREEMENT FOR THE USE OF PUBLIC PROPERTY
FOR OVERNIGHT LODGING

CONVENTION D'UTILISATION D'UN BIEN
PUBLIC POUR L'HÉBERGEMENT DE NUIT

1. Name of Person:

Address: _____
Phone: _____
 2. Authorized Officer:
Name: _____
Address: _____
Phone: _____
 3. Description of Public Property:

Location: _____
Building: _____ Room: _____
 4. Period of use:
Date: _____ Time: _____
From: _____ To: _____
 5. Number of occupants during use: _____
Fees collected: \$ _____
 6. The Government of Yukon shall not be responsible for any loss or damage to private property as a result of the use of the public property described in this agreement.
 7. I, _____, the undersigned, undertake to return the above-named public property in a clean, undamaged condition, and I fully understand that if it is not so returned to the satisfaction of the undersigned public officer, I shall be responsible for all costs incurred in bringing the
1. Nom de la personne ou de l'organisation :

Adresse : _____
Téléphone : _____
 2. Fonctionnaire public autorisé :
Nom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
 3. Description du bien public :

Lieu : _____
Immeuble : _____ Salle : _____
 4. Période d'utilisation :
Date : _____ Heure : _____
de : _____ à : _____
 5. Nombre de personnes : _____
Frais perçus : _____ \$
 6. Le gouvernement du Yukon n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux biens privés découlant de l'utilisation du bien public décrit dans la présente convention.
 7. Je soussigné, _____, m'engage à rendre le bien public susmentionné propre et non endommagé, et je comprends entièrement que si le fonctionnaire public soussigné n'est pas satisfait de l'état de propreté au moment où je le rends, je dois rembourser tous les frais nécessaires pour réparer et

**O.I.C. 1984/208
FINANCIAL ADMINISTRATION ACT**

property to a state of repair and cleanliness approved by the public officer. I furthermore agree to comply with any special conditions which may be listed hereunder.

8. Special Conditions: _____

Signature of person

Signature of authorized public officer (who also acknowledges receipt of fee)

**DÉCRET 1984/208
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

nettoyer le bien comme il l'exige. Je consens aussi à respecter toute autre condition particulière pouvant être énoncée ci-après.

8. Condition particulière : _____

Signature de la personne

Signature du fonctionnaire public autorisé (qui accuse aussi réception des frais).